

Jacqueline MASSAT

Le premier témoin enregistré est **Jacqueline MASSAT**. Née le 13 août 1921 à Vic Fezensac (Gers), elle a mené des activités de résistance pendant la guerre puis, à partir du 8 mai, 1945 a été volontaire pour travailler à l'Administration des Nations Unies pour le secours et la reconstruction (UNRRA).



Photographie de l'équipe UNRR. UN-184, en route pour l'Allemagne : de gauche à droite M. Dewite (Belgique, responsable des magasins), Miss Richards (Royaume Uni, infirmière), Jacqueline Massat (France, assistance sociale), M. Courtois (France, directeur), M. Bellec (Français, chauffeur), M. Baker (Royaume Uni, sous directeur) et M. Leget (Français, intendant). Archives versées par Mme Massat. OFPRA



Jacqueline Massat au camp de Greven, 15 septembre 1946. Archives versées par Mme Massat. OFPRA

Jacqueline Massat a exercé les fonctions d'assistance sociale dans plusieurs centres de personnes déplacées en Allemagne (Werl, Greven, Beckenfeld, Minden) avant d'être désignée fonctionnaire d'éligibilité, menant des interviews de personnes déplacées afin de déterminer si elles peuvent bénéficier de l'assistance technique de l'UNRRA. Mutée à l'Organisation internationale des réfugiés lorsque l'UNRRA a cessé ses activités, **Jacqueline Massat** entre à l'Ofpra en novembre 1952, lorsque l'OIR à son tour a fermé ses bureaux.

Elle exerce d'abord pendant huit mois les fonctions d'officier de protection à la section espagnole, fonctions similaires à celles d'officier d'éligibilité mais en fonction de la définition du réfugié de l'article 12 de la Convention de Genève sur le statut des réfugiés de 1951.

En mai 1953, elle est nommée adjointe du chef de la nouvelle section du contentieux. Cette section était en charge de la production d'observations devant la Commission des recours des réfugiés, en cas de contentieux, de la rédaction de notes de service sur la procédure, des interventions auprès du ministère de l'Intérieur en matière d'expulsions et des services de la main d'œuvre pour les cartes de travail des réfugiés. Devenue chef du contentieux **Jacqueline Massat** a conservé cette affectation jusqu'à son départ à la retraite le 31 août 1986.

Elle est chevalier de l'Ordre national du mérite, chevalier de la Légion d'Honneur et croix de combattant volontaire de la résistance.



Jacqueline Massat et Jean-François Cordet, ancien directeur général de l'Ofpra (avril 2010)